



30 janvier 2012

## *Hollande ou Sarko : qui sera le meilleur pour servir le capital ?*

**D**imanche les chaînes de télévision furent presque toutes mobilisées pour délivrer la parole présidentielle, comme A2 le fut la semaine précédente pour le challenger F. Hollande.

Que nous a donc dit Sarkozy ? Sans sa politique, nous en serions au trente sixième dessous. Elle aurait sauvé le pays, évité la déroute économique.

Le million de chômeurs en plus, la débâcle de l'industrie, les millions de pauvres, les mal-logés, la baisse du pouvoir d'achat, la liquidation des services publics ?... Les profits et les dividendes en hausse ?... Cela n'a évidemment pas été évoqué car ce bilan est accusateur de la crise du système capitaliste dont Sarkozy est un fondé de pouvoir comme d'ailleurs Hollande et le Pen qui n'ont pas la moindre intention de lui porter tort. Nous ayant évité la « catastrophe », Sarkozy se place donc légitimement dans la voie ainsi tracée : rétablir les taux de profits du capital et obtenir la collaboration des organisations syndicales à la mise en œuvre de cette politique. Il sait, que pour cela, il doit continuer à frapper fort sur les salariés et à donner des gages aux capitalistes. Toutes les mesures annoncées vont donc dans le même sens : cogner sur les revenus du travail. L'augmentation de la TVA touche presque exclusivement les salariés tandis que les patrons bénéficieront de nouvelles exonérations. Ils auront moins de salaires à payer tandis que les salariés eux seront écrasés par plus d'impôts. Le PS raconte qu'il reviendra sur cette mesure alors que son candidat prévoit un allègement de 20 milliards des « charges patronales », allègement qui sera fiscalisé, donc transféré sur le dos des salariés via les impôts. Cherchez la différence ! Dans le même temps, Sarkozy défait les droits collectifs obtenus par des décennies de lutte des salariés. Au nom de « l'échange » : emploi contre salaire, dans chaque entreprise, les patrons pourront utiliser les salariés au gré des besoins en modulant les salaires à la baisse. On imagine déjà le chantage permanent que subiront les salariés. Les modalités de licenciements seront aussi simplifiées.

Ces mesures sont copiées sur ce qui fait droit en Allemagne et qui a été mis en œuvre par le chancelier social-démocrate Schröder avec l'aide des Verts de ce pays. Sarkozy a eu beau jeu de le rappeler. Elles ont entraîné en Allemagne : une baisse des salaires une hausse des profits et des millions de salariés pauvres, immigrés ou non. Les supporters du « modèle » allemand n'en parlent jamais. Dans les mesures annoncées, la spéculation immobilière n'a pas été oubliée. Les permis de construire permettront 30% de plus de construction, l'appétit des spéculateurs sera

donc satisfait mais les prix des logements et des loyers ne baisseront pas pour autant.

Face à cette avalanche de mesures anti-sociales, les forces politiques et syndicales ont évité de se prononcer sur le fond. Si la CGT les a condamnées sans pour autant appeler à une action des salariés pour les combattre, la CFDT, l'UNSA, la CGC et FO y ont trouvé du « grain à moudre » en sachant que pour satisfaire le capital il faudra aller encore plus loin et donc faire avaler, avec leur complicité active, de plus grosses pilules aux travailleurs. Le PCF s'est, quant à lui, réjoui que les mesures de Sarkozy aient « unie la gauche » !

D'un show à l'autre il apparaît clairement que la course à l'Élysée est la course pour être le meilleur dans la mise en œuvre des exigences du capital. Il n'y a donc rien à attendre de tout cela. Seule la lutte peut faire bouger les choses et ouvrir une perspective politique de changement radical. C'est ce à quoi travaillent « Communistes » et son candidat Christophe Ricerchi.

[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)